

Le potentiel de développement des micro et petites entreprises agro-alimentaires

Fanny Grandval (fannygrandval@yahoo.fr),
Cécile Broutin (broutin@gret.org), Patrick
Delmas (delmas.reca.cowiram@gmail.com)

► Cet article est rédigé sur la base de l'étude suivante : Agro-alimentaire et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne (Alpa) - Le rôle des micro et petites entreprises, Cécile Broutin (Gret) et Nicolas Bricas (Cirad), décembre 2006. Éd. Gret.

► MPEA : micro et petites entreprises agro-alimentaires

► Les paroles d'acteurs illustrant le contenu du présent article ont été rédigées sur la base d'entretiens, nous en profitons pour remercier vivement les personnes et institutions interrogées. Leur profil est présenté en page 4.

SI ELLE NE PREND PAS EN COMPTE le secteur de la transformation qui la connecte aux marchés, l'agriculture vivrière commerciale ne sera pas en mesure de relever les défis de sécurité et de souveraineté alimentaires des pays ouest-africains. Tour d'horizon du potentiel du secteur agro-alimentaire et des effets de leviers à activer pour son développement.

LE RÔLE DE L'AGRICULTURE vivrière commerciale est essentiel pour dynamiser les marchés locaux et prémunir les populations contre les hausses des prix alimentaires sur les marchés internationaux. Ce secteur concerne, au-delà des millions de producteurs agricoles à sa source, des milliers de personnes exerçant des activités qui assurent la connexion entre ces producteurs et les consommateurs (transformation agro-alimentaire, commercialisation et distribution des produits, restauration). Ces derniers assurent l'adaptation des produits à la demande, leur transport, stockage et distribution. C'est aussi par leur intermédiaire que les incitations du marché sont transmises aux producteurs, en termes de quantité, de qualité et de prix requis.

Le secteur de l'agro-alimentaire est donc central pour valoriser les produits locaux sur les marchés ouest-africains. En première ligne se trouvent les micro activités agro-alimentaires et petites entreprises pilotées en grande majorité par les femmes, dont le rôle économique est sous-estimé, et qui sont souvent peu reconnues. Ainsi, malgré leur essor et leur importance dans la connexion entre l'offre et la demande, elles demeurent délaissées par les politiques de développement, du côté des États comme des bailleurs de fonds. Présentation d'un secteur à fort potentiel économique mais aussi social (insertion professionnelle et reconnaissance des femmes et des jeunes).

Les dispositifs de transformation agro-alimentaire en AO. En Afrique subsaharienne, on trouve dans le paysage des opérateurs de la transformation agro-alimentaires une grande majorité de micro et petites entreprises agro-alimentaires (MPEA), quelques moyennes entreprises plus rares, mais émergentes, et un nombre très restreint de grosses entreprises industrielles.

Dans l'étude Alpa, les auteurs défi-

nissent le secteur des MPEA comme exerçant des activités à l'échelle individuelle ou collective (groupements), consacrées à la transformation physique et à la commercialisation des produits agricoles, de l'élevage et de la pêche. Y sont intégrées les activités commerciales de préparation de repas (restauration) et le micro-commerce de produits, bruts, transformés, voire prêts à consommer.

Les petites entreprises qui se situent entre l'ensemble diffus des micro entreprises et celui des quelques grandes entreprises industrielles, se rapprochent à la fois de l'artisanat, en raison de leur taille réduite et de leur équipement, et des caractéristiques du secteur industriel, compte tenu des efforts de rationalisation des activités qui y sont réalisés¹.

Le secteur de l'industrie agro-alimentaire s'est développé au travers de quelques grosses entreprises industrielles transformant des matières premières ou semi-transformées importées (brasseries, minoteries, usines de reconstitution de produits en poudre, etc.) ou assurant un premier conditionnement de produits locaux (café, cacao, huile de palme, arachide, canne à sucre, poissons) destinés à l'exportation¹. Si ce secteur demeure embryonnaire (dans l'espace Cedeao, l'industrie manufacturière, dominée par l'agro industrie, ne représente que 7,36 % du PIB de 2006²), son niveau de développement varie fortement entre les pays : avec les « géants » de la sous-région, le Nigéria mais aussi le Cameroun, le Ghana, la Côte d'Ivoire, et le Sénégal, principalement sur la transformation de matières premières importées.

Certaines filières sont davantage investies par le secteur industriel, sur la base d'une matière première locale ou importée, et cela varie en fonction des filières concernées. Mais la part du secteur des MPEA dans la valorisation des produits locaux est dominante. C'est pourquoi nous centrerons la

suite de l'article sur leurs atouts et leur potentiel de développement.

Les micro et petites entreprises agro-alimentaires, un secteur important de valorisation des produits locaux. Le secteur des MPEA contribue à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté à travers différents facteurs. Il est ainsi considéré comme clé à plusieurs titres.

Valoriser le potentiel économique et social d'un secteur clé. L'un des intérêts de la transformation agro-alimentaire est qu'elle permet de conserver les aliments plus longtemps et de réduire les pertes. Elle contribue ainsi largement à la régulation du marché atténuant les variations saisonnières de prix. Par exemple, le spectaculaire développement des cossettes d'igname séchées au Nigeria et au Bénin a permis de réduire les fluctuations de prix d'un facteur de 1 à 2 au cours de l'année, alors qu'il est de 1 à 6 pour les tubercules frais périssables.

Par ailleurs, l'agro-alimentaire, en grande majorité artisanal, représente aujourd'hui une diversité de métiers et des milliers d'emplois, en particulier féminins, et génère d'importants revenus. Etant à l'interface entre production et consommation, ce secteur génère notamment des opportunités de revenus pour les millions de paysans qui les approvisionnent.

Enfin, l'intérêt de ces activités de transformation est qu'elles représentent des opportunités d'emploi en milieu rural et urbain. Les investissements de départ en capital financier et en compétences sont limités pour ce qui concerne les micro-activités, qui peuvent être considérées comme des « prolongements marchands » d'activités domestiques. L'équipement peut être celui du ménage. Le savoir-faire peut être acquis auprès des aînées de la famille. Les jeunes, et plus particulièrement les femmes, peuvent donc assez facilement s'insé-

Matières premières	Produits du secteur des MPEA
Céréales	
Maïs, mil, sorgho, fonio	Semoules, farines, couscous, pâtes fermentées, beignets, galettes, boissons fermentées
Riz	Riz étuvé, semoule de riz
Racines & tubercules	
Manioc	Gari, attiéké
Igname	cossettes d'igname
Oléagineux	
Palme	Huile rouge (huile non raffinée)
Arachide	Pâte d'arachide, huile d'arachide
Graines et noix issues de cueillette	Beurre de karité
Produits animaux	
Viandes	Viandes séchées, condimentées, boucanées
Produits laitiers	Lait pasteurisé, caillé, fermenté, yaourts, fromage (wagashi au Bénin)
Poissons	Poissons séchés, fermentés, fumés, etc.
Légumes, condiments et fruits	
Légumes fruits	Tomates séchées, gombos séchés, oignons / échalotes séchés ou fermentés, poivrons/piments séchés et en poudre, paprika (Niger)
Légumes feuilles	Feuilles fraîches, hachées, séchées, en poudre, précuites (moringa)
Graines	Graines condimentaires transformées (ex : soubala, nététo : graines de néré), arachides et noix de cajou grillées
Fruits et produits constituant les boissons naturelles	Jus : jus de bissap, jus de gingembre, boissons à base de produits de cueillette : pain de singe (fruit du baobab), tamarin, sirops, morceaux séchés, confitures, gelées, marmelades

rer dans ce secteur.

En revanche, les petites entreprises nécessitent un investissement initial, financier ou en termes de compétences, qui est plus élevé. Le potentiel d'emplois y est également important pour la gestion de l'entreprise, la conduite de machines (moulin, presse), le tri et le nettoyage de la matière première, certaines opérations de transformation (roulage), la vente. Ce potentiel nécessite cependant le développement d'une offre de formation professionnelle, pratiquement inexistante aujourd'hui, car l'acquisition des compétences par l'apprentissage intergénérationnel ne suffit plus.

Offrir des produits diversifiés, issus de filières variées, adaptés et à la portée des consommateurs. Les activités des MPEA mobilisent en Afrique subsaharienne des millions de femmes qui interviennent dans pratiquement toutes les filières. Le tableau 1 présente un échantillon des types de produits transformés issus des MPEA et disponibles sur les marchés.

Par ailleurs, les femmes innovent en proposant de nouveaux produits adaptés aux modes de vie citadins et s'avèrent particulièrement réceptives à toute idée nouvelle. La principale tendance d'évolution des styles alimentaires liée à l'urbanisation de l'Afrique subsaharienne est la diversification des produits et des pratiques. Si les produits importés comme le riz ou le pain jouent un rôle dans cette diversification, ils n'en ont pas l'exclusivité. Les femmes transforment et vendent une grande diversité de produits vivriers, provenant de diverses origines géographiques et culturelles. C'est ainsi que l'on voit des aliments typiques de certaines régions se diffuser depuis une vingtaine d'années bien au-delà de leurs territoires d'origine, et traversant les frontières (produits du manioc par exemple).

De plus, dans la mesure où des milliers de femmes réparties en zones urbaines comme rurales sont mobilisées dans la transformation agro-alimentaire, on observe une grande accessibilité des produits : ils sont vendus partout et surtout à des prix et sous des formes adaptés aux contraintes des plus pauvres (par petites quantités).

Valoriser les savoir-faire et les compé-

tences des femmes. Bien souvent, les activités de transformation agro-alimentaire mobilisent au démarrage des savoir-faire et des outils de la cuisine domestique, et sont conduites par les femmes. En devenant des activités partiellement, puis entièrement commerciales, et en changeant progressivement d'échelle, ces activités de transformation peuvent devenir de véritables entreprises, intégrant alors des innovations dans les techniques utilisées (mécanisation), l'organisation du travail (chantiers collectifs d'entraide, salariat, entreprises de prestations de services) voire l'approche marketing (produits conditionnés ou véritables nouveaux produits). Il ne s'agit donc

pas seulement d'activités de survie, de refuge pour les femmes qui n'ont pas accès à une activité du secteur formel. Certaines activités, même menées à très petite échelle, sont considérées, par les femmes elles-mêmes, comme de véritables métiers, susceptibles alors d'évoluer vers la constitution de petites entreprises.

Une dimension sociale non négligeable. L'analyse des modes de réinvestissement des revenus issus des MPEA révèle l'intérêt social fort de cette activité. Ainsi, lorsqu'ils sont redistribués hors du ménage, ces revenus sont souvent réinvestis dans d'autres activités économiques de taille modeste

Tableau 1 :
Quelques exemples de produits alimentaires transformés du secteur des MPEA en Afrique subsaharienne

Source : Étude Alpa

Tableau 2 : Comparaison du chiffre d'affaire de produits artisanaux à celui de produits industriels homologues dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest et du centre

Source : Bricas N., Tchamda C., Thirion MC, 2012. *Le marché alimentaire des pays d'Afrique de l'Ouest, du Cameroun et du Tchad*. Éditions AFD, à paraître.

Pays	Le marché des produits traditionnels (FCFA)	Le marché des produits industriels (FCFA)
Bénin	Boissons traditionnelles : 9 milliards	Boissons industrielles : 7 milliards
Burkina Faso	Poissons séchés : 14 milliards	Poissons frais : 7 milliards
	Dolo (bière artisanale faite à base de sorgho) : 14 milliards	Bières industrielles : 5 milliards
Cameroun	Produits transformés à base de manioc : 29 milliards	Pain de blé : 62 milliards
	Huile de palme rouge : 52 milliards	Huiles industrielles raffinées : 43 milliards
Pays	Autres produits locaux à forte valeur macroéconomique	
Bénin	Gari (semoule de manioc) : 12 milliards	
Burkina Faso	Soubala (graines de néré fermentées) : 10 milliards	

confiées à des personnes du réseau familial ou social. Cette redistribution correspond d'une part à une stratégie de diversification des risques et, par ailleurs, elle se base aussi sur le tissage ou l'entretien de réseaux sociaux. Ceux-ci permettent notamment aux femmes d'acquérir plus de mobilité, d'autonomie et de renforcer quelque peu leur pouvoir.

De plus, parce que très largement dominées par les femmes, ces activités génèrent des revenus qui sont, davantage que ceux des hommes, investis dans l'éducation et la santé des enfants.

Malgré un poids économique important, le secteur demeure en mal de reconnaissance institutionnelle et politique.

Un secteur au potentiel économique méconnu. Des recherches récentes ont montré que pour certaines catégories de produits locaux, le chiffre d'affaire des MPEA est bien supérieur à celui de leurs homologues « industrialisés » (cf. tableau 2).

Des activités « visibles » mais pourtant faiblement représentées dans les instances de décision, ni considérées par les politiques. Relevante du secteur dit « informel », les activités des MPEA sont à la fois très visibles sur les marchés, dans les rues et dans les villages, mais quasiment invisibles dans les chiffres officiels. Elles ne sont pas recensées et ne disposent que rarement d'instances de représentation (peu d'organisations professionnelles au niveau national et régional). À l'heure des programmes de développement participatifs, elles ne peuvent donc pas être facilement mobilisées pour faire valoir leurs intérêts ou leurs besoins.

Par ailleurs, le secteur agro-alimentaire fut longtemps le parent pauvre de l'aide publique au développement, alors que la priorité a longtemps été donnée à la production agricole. De la même manière, la très faible importance de la recherche agro-alimentaire dans les systèmes nationaux de recherche agronomique ou à la FAO en témoigne encore aujourd'hui. Enfin, les politiques alimentaires ont été longtemps dominées par l'idée que la qualité était une préoccupation des sociétés des pays développés alors que la quantité était le principal problème des pays pauvres. Au mieux, ce secteur a été reconnu comme pouvant contribuer à augmenter la disponibilité alimentaire en réduisant les pertes post-récolte.

Les causes de ce discrédit. Parce que ces activités sont féminines et se sont constituées à partir des savoir-faire domestiques, elles ne sont pas véritablement reconnues comme des métiers à part entière. Parce qu'elles sont menées à très petite échelle, individuelle pour la plupart, le plus souvent à domicile et qu'elles fournissent au départ des revenus d'appoint, elles ne sont pas considérées comme apportant une valeur ajoutée significative et donc dignes d'apparaître dans la comptabilité nationale et les politiques de développement. Souvent jugées archaïques et peu performantes parce que relevant de tâches manuelles, elles apparaissent d'ailleurs plutôt comme des produits du sous-développement et par conséquent comme des activités appelées à disparaître avec l'industrialisation du secteur agro-alimentaire. Ainsi, ces femmes sont de fait exclues des programmes de formation (l'offre de formation professionnelle existant dans ce secteur est d'ailleurs très fai-

ble) et leur capacité d'investissement est limitée du fait des difficultés à accéder au crédit.

Seules les petites entreprises mécanisées dont les responsables sont capables de dialoguer avec des services de l'État, des opérateurs de programmes de développement et d'en jouer les jeux, font l'objet d'un début de reconnaissance et d'attention. Elles commencent ainsi à pouvoir accéder au crédit, aux conseils, aux expérimentations techniques, aux formations, même si ces appuis restent encore très timides.

Vers des défis complexes qui appellent des politiques fortes. Le défi des filières agro-alimentaires est d'arriver à répondre à la demande croissante et de plus en plus urbaine en valorisant la production locale et régionale.

Au regard des éléments décrits ci-dessus, le développement actuel de ces filières, basé sur un tissu dense de MPEA, peut être un levier de création de revenus et d'emplois, notamment féminins et donc avoir un meilleur impact sur la pauvreté dans un contexte où les opportunités d'emplois pour les très nombreux actifs sont limitées (20 à 30 000 jeunes/million d'habitants qui arrivent sur le marché de l'emploi).

En somme, le principal défi est d'arriver à concilier trois enjeux :

- répondre aux attentes des divers types de consommateurs (diversité de produits, qualité, goûts) ;
- rester à la portée d'une population majoritairement à faible revenu ;
- être rentable et rémunérateur pour les acteurs des MPEA et les agricultures familiales auprès desquelles ils s'approvisionnent.

Jean Baptiste Cavalier, CFSI

« Dans le cadre de notre programme “Promotion de l’agriculture familiale en Afrique de l’Ouest” conduit en partenariat avec la Fondation de France (cf. interview page 45), nous avons mis en place des outils de capitalisation pour permettre aux bénéficiaires d’échanger sur leurs pratiques de valorisation des produits locaux pour l’alimentation des villes. Cela nous a permis d’identifier les principales difficultés que les acteurs de terrain rencontrent, notamment la question du prix. En effet, le prix doit être rémunérateur pour les paysans et les transformateurs, mais il doit également prendre en compte le pouvoir d’achat des consommateurs pour rendre les produits accessibles. La transformation et l’amélioration de la qualité peuvent avoir un effet “négatif” dans le sens où elles accroissent le coût du produit et n’augmentent donc pas nécessairement les débouchés. Les coûts occasionnés par la transformation peuvent également réduire la valeur ajoutée dégagée sur le produit. »

Mais ce secteur a avant tout besoin de sérieux encouragements de la part des politiques publiques nationales et des bailleurs de fonds pour prendre son envol, à l’heure où la tendance est à ne miser presque exclusivement sur une industrialisation du secteur via les grandes entreprises et la promotion d’un modèle agricole correspondant.

Quelles évolutions du secteur de la transformation agro-alimentaire souhaite-t-on alors en Afrique pour engendrer un « cercle vertueux » de modernisation qui puisse satisfaire autant les producteurs, les transformateurs que les consommateurs ? ■

1. Les petites industries agro-alimentaires en Afrique de l’Ouest : situation actuelle et perspectives pour une alimentation saine. In Cahiers Agricultures. Volume 11, Numéro 5, 343-8, Septembre - Octobre 2002, Notes de recherche.

2. Cedeao, juillet 2010. Politique industrielle commune de l’Afrique de l’Ouest – Picao.

Les idées clés à retenir

- le secteur des MPEA est majoritaire dans le paysage des opérateurs de la transformation agro-alimentaire en Afrique de l’Ouest ;
- ce secteur crée des milliers d’emplois, avant tout féminins et dispose d’un potentiel économique et social important ;
- le poids macroéconomique du secteur est important, mais peu connu (les données statistiques ne sont souvent pas disponibles pour mener des évaluations quantitatives) ;
- enfin ce secteur est aujourd’hui pénalisé par un manque de reconnaissance (secteur informel, non reconnaissance de ses métiers) et d’appuis qui pourraient pourtant engendrer un « cercle vertueux » de modernisation pouvant satisfaire autant les producteurs, les transformateurs que les consommateurs.

Produits locaux transformés par les MPEA ou adaptation industrielle des produits traditionnels ?

Caractéristiques des 2 types de produits qui se complètent. Les produits bruts et transformés du secteur MPEA sont souvent caractérisés par leur fraîcheur et leur côté « naturel » et authentique, mais aussi par leur « typicité », c’est-à-dire ce qui les distingue des autres produits, souvent en lien avec un terroir et un savoir faire en matière de transformation. La salubrité, la régularité, la stabilité sont plutôt associés aux produits industriels. On ne constate pas de tendance d’évolution de la demande alimentaire vers l’une ou l’autre de ces caractéristiques. Elles ne s’opposent pas mais se complètent et c’est au travers des combinaisons de produits, dans la cuisine et dans l’organisation des repas, associant des plats domestiques et les aliments de rue, que se construisent les styles alimentaires.

Une diversité de produits locaux issus des MPEA bien appréciée des consommateurs. Au contraire des produits industriels, souvent standardisés car produits en masse, les produits artisanaux se caractérisent par une grande diversité de formes et de goûts. Par exemple, au Bénin, plus de quarante produits artisanaux à base de maïs sont couramment vendus en ville. Ceci explique l’importance de la consommation de cette céréale dans ce pays et le recours limité aux importations alimentaires.

Divers cas d’échecs commerciaux de l’industrialisation de produits traditionnels. Plusieurs échecs commerciaux de produits traditionnels industrialisés s’expliquent par une qualité des produits jugée insuffisante par la clientèle. En Guinée, par exemple, la qualité de l’huile de palme industrielle ne correspond pas aux attentes des consommateurs et les commerçants doivent la mélanger aux huiles

artisanales pour parvenir à la vendre. De la même façon, les tentatives d’industrialiser la production d’aliments fermentés (comme l’attiéké de manioc, le couscous de mil ou le lait caillé) sont rarement parvenues à une maîtrise suffisante du procédé pour égaler le savoir-faire des artisanes.

Le handicap majeur des produits locaux : leur qualité sanitaire. Les risques qu’ils font courir à la santé des consommateurs sont atténués par les procédés eux-mêmes (fermentation, salage, séchage) et par les délais très courts entre transformation et consommation, les circuits de commercialisation courts et les pratiques culinaires.

Pour conclure, dans la perspective d’une reconquête des marchés urbains par les produits vivriers domestiques, il faut veiller à ne pas opposer de façon simpliste le secteur des micro-activités et le secteur industriel comme si le second allait supplanter le premier. L’importance de chacun de ces secteurs dans les filières ne tient pas seulement à des facteurs technico-économiques (performances techniques, prix, économies d’échelles, etc.). Elle est également liée à des préférences des consommateurs et à leur plus ou moins grand attachement à certaines caractéristiques (ou « attributs ») des produits que seuls certains secteurs sont susceptibles de proposer ou de rendre crédibles.

Le maintien ou le nouveau développement, dans nombre de pays industrialisés et pour certaines filières, de produits de terroir, à forte typicité, basés sur des savoir-faire traditionnels et commercialisés au travers de circuits courts, est le témoignage de cette particularité du secteur agro-alimentaire à maintenir un pluralisme de ces types d’entreprises.